

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier spécial

N° 335 du 28.03

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les brèves

2-1 Le seul pays rayé de la carte.

2-2 Epuisement des stocks d'anesthésiant et annulation des opérations chirurgicales non vitales en raison du blocus imposé par l'autorité d'occupation.

### 3 Dossier

3-1 Raphael Anderson : Entretiens avec le Hamas : le Fatah fait machine arrière.

3-2 Point de vue d'Alain Gresh : Tibet-Palestine.

3-3 Point de vue de Bernard Ravenel : Conférence de paix ou conférence de guerre ?

3-4 Point de vue de Khaled Waleed Mahmoud : La sécurité sioniste face aux évolutions régionales et internationales.

3-5 Point de vue de Eli Karmoun : Une trêve sera une victoire pour le Hamas.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Ginette Hess Skandrani : La Journée de la Terre en Palestine.

4-2 Jean-Marie : Je sollicite déjà votre première avis critique.

4-3 Réconciliation mort-née entre Fatah et Hamas.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Jonathan Cook : Un Etat, ou deux Etats ? Ni l'un ni l'autre : le problème, c'est le sionisme, andouille !

5-2 IRIN: Israël: Les sanctions israéliennes ont-elles échoué ?

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Le seul pays rayé de la carte.

À chaque fois que les sionistes veulent dissimuler aux yeux du monde qu'ils sont en train de voler de la terre ou de l'eau aux Palestiniens, nous avons droit au rappel du génocide des juifs par les nazis.

Avant que Sarközy ne décide de faire de la Shoah la nouvelle religion d'État laïque à inculquer aux enfants dès leur bas âge, les medias se sont chargés de nous diffuser au moins quotidiennement

l'histoire de la solution finale sur le mode purement émotionnel. Ce jour, les forces militaires sionistes ont assassiné 5 Palestiniens en Cisjordanie, peu après que le chef du gouvernement à Gaza ait proposé un cessez-le feu, le nième, à l'occupant.

Le Hamas inclut dans ses conditions l'arrêt des tueries sionistes y compris en Cisjordanie, se laissant les moyens d'y riposter.

Celui-ci démontre une fois de plus sa détermination à poursuivre la violence, le meilleur moyen d'alimenter sa politique d'annexion.

À la décision de faire construire 750 nouveaux logements à l'intérieur de ce qu'ils ont appelé la Ligne verte de démarcation de 1967, le négociateur en chef de l'autorité Palestine, Ahmed Qorrei célèbre pour fournir une partie du ciment du Mur de

l'Apartheid sioniste oppose le fait qu'il est « choqué ».

Le cimentier et son Autorité n'auront bientôt plus rien à négocier, puisque les derniers confettis de la Palestine historique sont en train d'être rayés de la carte.

Convergence des Causes

14 mars 2008

[http://www.convergencesdescauses.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=1235](http://www.convergencesdescauses.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1235)

---

### 2-2 Epuisement des stocks d'anesthésiant et annulation des opérations chirurgicales non vitales en raison du blocus imposé par l'autorité d'occupation.

Le principal hôpital de Gaza a affirmé dimanche avoir épuisé ses stocks d'anesthésiant et avoir dû annuler les opérations chirurgicales non vitales en raison du blocus imposé par l'autorité d'occupation sur la Bande de Gaza.

L'hôpital de Chifa a entamé il y a deux semaines ses réserves d'urgence de protoxyde d'azote, le gaz utilisé habituellement pour les anesthésies, et a épuisé son stock dimanche matin, a expliqué le porte-parole de l'hôpital Walid Mahalaoui.

Depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, l'autorité d'occupation a durci son contrôle des frontières du territoire.

Selon Mahmoud Daher, représentant de l'Organisation mondiale de la santé à Gaza, la pénurie de gaz tient au fait que les fournisseurs de l'hôpital refusent d'expédier de nouvelles bonbonnes tant qu'ils n'ont pas reçu les bonbonnes vides.

A la frontière, les soldats des forces d'occupation hésitent à laisser les bouteilles vides approcher de peur qu'elles n'aient été transformée en bombes.(...)

"Je suggère que l'hôpital s'adresse au Hamas et leur demande de lever la menace sur les points de passages", a commenté dimanche le porte-parole de l'armée d'occupation Shomo Dror.

Selon Mahalaoui, dix opérations urgentes ont dû avoir lieu dimanche, contre une vingtaine environ un jour normal. En l'absence de gaz, les patients ont reçu une injection par intraveineuse, selon un protocole qui est plus risqué, a-t-il expliqué.

(Source : 21 octobre - AL-Oufok avec les agences de presse)

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Raphael Anderson : Entretiens avec le Hamas : le Fatah fait machine arrière.

Les détails en étaient différents mais la trame fondamentale demeure la même : une Autorité palestinienne (AP) dominée par le Fatah et pro-américaine, peu disposée à s'engager sérieusement dans un dialogue avec le Hamas.

Le Fatah a immédiatement commencé à se distancer de l'accord qui formalisait la reprise d'entretiens directs entre les mouvements palestiniens rivaux.

Tout d'abord, Nimir Hammad, un conseiller du président palestinien Mahmoud Abbas, a accusé le représentant du Fatah aux entretiens au Yémen, Azzam Al-Ahmad, de ne pas avoir consulté les dirigeants du Fatah à Ramallah avant de signer la version définitive du document. Le Fatah a également accusé le Hamas de mal interpréter la nature de l'accord.

Dans un deuxième reculade, le négociateur en chef de l'AP pour les entretiens actuels avec Israël, l'ancien premier ministre Ahmad Qureia, a encore mis bien plus de distance entre l'AP et le document signé, qualifiant de malentendu la signature de cet accord qui devrait être historique. Selon Qureia, Al-Ahmad a appelé de Sanaa alors qu'Abbas rencontrait le vice-président américain Dick Cheney.

Le désaveu par Ramallah des actes de son propre représentant a probablement à voir avec la visite de Dick Cheney, mais ce ne sont pas les raisons invoquées par Qureia. En effet, Abbas et les courants dominants dans le Fatah ne sont pas intéressés par un dialogue sérieux avec le Hamas parce qu'ils accordent dans une certaine mesure toute leur attention aux Etats-Unis.

Abbas ne montre aucun signe d'évolution dans la ligne de conduite qu'il a choisie pour l'AP après le changement de pouvoir au profit du Hamas dans Gaza en juin dernier : rechercher le soutien politique des Etats-Unis et l'aide financière de la communauté internationale.

En installant l'économiste Salam Fayyad formé aux Etats-Unis et à la banque mondiale, au poste de premier ministre, et en cédant devant toutes les demandes du Quartet international, Abbas a réussi à transformer Ramallah en une sorte de capitale arabe « modérée » (ceci voulant dire « amie des Etats-Unis »), une ville où le président américain, son secrétaire d'état, et le vice-président peuvent se sentir aussi bien qu'au Caire ou à Amman.

Afin de maintenir de bonnes relations avec le Quartet et avec les Etats-Unis qui lui disent ce qu'il a à faire, Abbas ne peut pas sérieusement envisager de former un nouveau gouvernement d'unité avec le Hamas. Abbas a bien compris que, jusqu'à ce que les Etats-Unis estiment nécessaire de diminuer la pression qu'il exerce sur le Hamas, il doit continuer à marginaliser celui-ci pour conserver un appui politique international.

Le rédacteur en chef de l'agence de presse de Ma'an, Nasser Lahham, a considéré que le désaccord entre Ahmad et le reste du Fatah montrait une diversité de vues dont il faut se féliciter, dans un Fatah démocratique. Bien que ceci puisse être vrai, nous devons également prendre en compte les réalités du pouvoir, à l'intérieur du Fatah et sur une scène géopolitique plus étendue. Indépendamment de savoir si le Fatah a une culture politique démocratique ou non, les propos de certains comptent davantage que d'autres. Nous pouvons beaucoup apprendre en étant attentifs à qui prend la parole et à quel moment.

En premier, l'absence de représentants de niveau plus élevé aux entretiens au Yémen est significative du niveau de l'engagement, de la part du Fatah comme du Hamas, à cette initiative pour la réconciliation. En février 2007, aux négociations de la Mecque qui ont eu comme conclusion le dernier gouvernement palestinien d'unité, le Hamas était représenté par le premier ministre Ismail Haniyeh et Khalid Mesh'al, responsable du bureau politique, et le Fatah par le Président Abbas lui-même. En revanche, les officiels aux entretiens du Yémen étaient à moitié inconnus.

Ce dont nous étions témoins dimanche soir et lundi, c'était d'un échec prévisible. Le Fatah (et le Hamas) ont limité les risques en envoyant des représentants de faible niveau, ce qui leur permettait de rejeter un accord tout en restant crédible, au moment où ces entretiens réalisaient une percée inattendue. La direction dans Ramallah, toute craintive d'offenser son invité américain, n'a pas pu se permettre d'endosser cet accord. Dans le chaos télévisé des déclarations officielles qui ont suivi le pacte, le retour en arrière du Fatah s'est retrouvé noyé dans la querelle opposant le Fatah et le Hamas [...].

Le fait le plus important demeure : une Autorité palestinienne dont l'existence dépend des Etats-Unis, d'Israël, et des pouvoirs occidentaux plutôt que de son propre peuple, ne s'engagera pas sérieusement dans des pourparlers avec le Hamas. Les Etats-Unis, en dépit de leur discours semblant favoriser la démocratie dans le Moyen-Orient, ne voient aucune contradiction dans leurs efforts pour isoler le gouvernement élu par le peuple palestinien : le « Bloc pour le changement et la Réforme ».

Interrogés sur cette apparente contradiction, les officiels américains ne font pas dans la dentelle en matière de théorie politique. Comme un responsable américain de haut rang dans la région me l'a dit en janvier : « je pense que ce qui est important ici est de rappeler que le Hamas a pris le contrôle de Gaza d'une manière illégale et qu'il défie le gouvernement légitime de l'Autorité palestinienne. La chose importante est que l'Autorité palestinienne reprenne le contrôle de la Cisjordanie et de Gaza. Si le dialogue n'aboutit pas à cela, alors il ne sert à rien. »

L'incohérence fondamentale de ces négociations se situe dans le fait brutal que le régime palestinien est divisé, et n'est pas du tout en condition résoudre le conflit par la voie palestino-israélienne. La vraie paix viendra seulement de l'engagement de ceux qui sont en mesure de la réaliser. Jusqu'à ce que l'AP et la communauté internationale comprennent que la liste de contractants potentiels inclut le Hamas, le désordre et les tueries se poursuivront.

Raphael Anderson

jeudi 27 mars 2008 - Raphael Anderson - Ma'an News

[www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

[Traduction de l'anglais : AIO - Info-Palestine.net]

Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.maannews.net/en/index.ph...>

---

### 3-2 Point de vue d'Alain Gresh : Tibet-Palestine.

24 mars 2008

« Les émeutes se sont étendues sur la rue principale de Jérusalem, au début de l'après-midi du 14 mars. Elles avaient commencé un peu avant dans une rue proche, quand deux religieux musulmans avaient été battus par les forces de sécurité (c'est en tous les cas ce que croient les Palestiniens, la version officielle étant que ces religieux avaient attaqué la police israélienne). Une foule de dizaines de personnes se livre à des saccages le long de cette rue, certains hurlant alors qu'ils jetaient des pierres contre des magasins appartenant à des juifs et aussi aux taxis dont la plupart des chauffeurs sont juifs. »

« Les émeutes se sont rapidement propagées à travers les ruelles sinueuses de la vieille ville. Dans ces rues, on trouve de petites échoppes appartenant à des juifs ou à des non-arabes. Des foules se sont rassemblées, apparemment spontanément, dans de nombreuses parties du quartier. Elles ont attaqué les boutiques appartenant à des juifs. Tout, de la viande à du linge, a été jeté dans des bûchers. Les émeutiers ont pris plaisir à jeter dans le feu des bombes de gaz et à courir se mettre à l'abri quand elles explosaient. Quelques-uns criaient "vive la Palestine indépendante". »

« Durant des heures, les forces de sécurité n'ont rien fait. Mais de nombreux juifs qui vivaient au-dessus de leur boutique ont dû fuir. S'ils ne l'avaient pas fait, il y aurait eu plus de victimes. Le gouvernement affirme, de manière plausible, qu'il y a eu 13 personnes tuées par les émeutiers, la plupart dans des incendies. Ceux qui sont restés dans leur logement ont gardé les lumières éteintes pour éviter d'être repérés. » (...)

« La destruction a été systématique. Des boutiques qui appartenaient à des Palestiniens étaient marquées par des signes particuliers, elles ont échappé à la destruction. Presque toutes les autres ont été détruites. Il est vite devenu difficile de circuler dans les ruelles à cause des marchandises éparpillées. » (...)

« Quand les résidents ont commencé à se risquer dehors, le 17 mars, l'extension des émeutes est apparue. De nombreuses propriétés appartenant à des juifs, bien au-delà du quartier palestinien, avaient été attaquées. De nombreux immeubles avaient été livrés aux flammes. La porte de la principale synagogue avait été carbonisée... »

Tout cela, vous ne l'avez évidemment pas lu dans la presse. Et pourtant... C'est le compte-rendu des émeutes à Lhassa, rapportées par le seul correspondant étranger sur place, celui de l'hebdomadaire *The Economist*, le 19 mars, « [Trashing the Beijing Road](#) ». J'ai simplement remplacé « Tibétain » par « Palestinien », « Chinois » par « Israélien » ou « juif ». Imaginons le traitement médiatique qui aurait été accordé à cet événement s'il s'était déroulé en Terre sainte.

Il apparaît clairement de ce texte que les émeutes ont été largement suscitées par des Tibétains, qui ont commis de nombreuses exactions. Pourtant, les médias en France en ont peu parlé, car leur grille d'analyse était, à juste titre, que les Tibétains sont opprimés par le pouvoir central qui leur dénie leurs droits fondamentaux, et que l'on ne peut donc simplement « condamner » les exactions commises, aussi injustifiables soient-elles. La question est de savoir pourquoi ce traitement médiatique est rarement accordé aux Palestiniens, alors que les Nations unies considèrent que, en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem, ils vivent sous occupation depuis 1967 ? Les deux situations ne sont pas équivalentes (le Tibet n'est pas reconnu par les Nations unies comme territoire occupé) et il ne faut pas pousser le

parallèle trop loin. Pourtant, la comparaison est instructive...

Alain Gresh

24 mars 2008

Source : Carnets du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

---

### 3-3 Point de vue de Bernard Ravenel : Conférence de paix ou conférence de guerre ?

Les Etats-Unis ont fixé l'objectif réel de cette rencontre : constituer un système diplomatique d'alliances entre Israël et les Etats "modérés" arabes - les alliés sunnites - et l'Autorité nationale palestinienne (ANP) face à l'Axe du Mal représenté par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas.

L'annonce le 16 juillet par le président Bush d'une « Conférence internationale pour relancer le processus de paix israélo-arabe » [1] et l'arrivée de Tony Blair au Moyen-Orient comme « émissaire de paix » du quartette ont créé l'image d'une initiative de paix qui pourrait changer la situation explosive dans la région. Une énorme couverture médiatique internationale et une profusion de rencontres diplomatiques veulent accréditer cette perspective aux yeux d'une opinion publique internationale inquiète de la situation.

En réalité se profile un processus qui pourrait être le prologue, non pas de la paix mais d'une aggravation des tensions qui affligent la région. En clair, non pas un processus de paix, mais un processus de guerre...

Au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, les mots comptent. Le mot « conférence » en particulier. Ce mot, surtout s'il est suivi de l'adjectif « internationale », suggère une grande rencontre internationale sous l'égide de l'ONU, impliquant par conséquent toute la communauté internationale (celle des Etats) et posant la question du respect du droit pour rétablir la sécurité collective menacée. En revanche, le mot « réunion » suppose une rencontre limitée, de préférence entre amis, sur invitation sélective établie par un Etat (ou plusieurs) comme puissance invitante. C'est le cas du G8, par exemple.

### **Conférence ou réunion ?**

Alors que la presse parle à tous vents de « conférence internationale », d'un "nouveau climat de confiance qui s'instaurerait entre négociateurs israéliens et palestiniens" [2], une lecture attentive des déclarations américaines et israéliennes sur ce point ont vite fixé les termes utilisés et, par conséquent, le contenu attendu par la puissance invitante, les Etats-Unis.

Pour caractériser son initiative, George W. Bush, a utilisé le mot « réunion », et les autorités israéliennes se sont empressées de préciser qu'il s'agit bien d'une « réunion » qui sera présidée par Condoleezza Rice. Deux jours après, le Quartette salue « l'appel du président George W. Bush » à une « réunion internationale sur le Proche-Orient » après que la Maison blanche, probablement sur pression israélienne, a assuré la veille qu'il ne s'agit pas d'une « grande conférence de paix » mais d'une réunion pour « essayer de trouver les moyens de construire des institutions fondamentales et essentielles pour les Palestiniens qui vont leur permettre de s'administrer eux-mêmes et d'avoir une démocratie » [3].

Par ces précisions sémantiques et par la nomination de Tony Blair comme envoyé spécial du Quartette, mais sans mandat plus large que celui de ses prédécesseurs [4], mais aussi par la nature des invités prévus - et des non invités (par exemple la Syrie...) - Pendant ce temps, les médias continuent de faire la promotion de cette "conférence" censée relancer le "processus de paix"...

### **Une diplomatie militarisée**

Une semaine après l'annonce de l'initiative américaine, les « efforts de paix » des Etats-Unis s'intensifient. Ceux-ci décident d'approvisionner l'Arabie Saoudite et ses cinq voisins sunnites du Golfe (Qatar, Bahrein, Koweït, Oman, Emirats arabes unis - EAU) avec un arsenal d'armes de 20 milliards de dollars. Et, pour rétablir l'équilibre avec les amis arabes, ils donnent 13 milliards de dollars à l'Egypte dans les dix prochaines années. De son côté, pour la même période, Israël « affrontera la menace » avec un paquet de 30 milliards de dollars d'armements les plus sophistiqués.

Si on ne peut affirmer que cet « effort » consolidera automatiquement la paix, on peut être sûr au moins qu'il consolidera durablement les industries américaines d'armement. Selon Condoleezza Rice, « l'objectif est d'aider les forces de modération et de soutenir une stratégie plus globale visant à contrôler les influences négatives d'Al Qaïda, du Hezbollah, de la Syrie et de l'Iran » [5]. On le voit, l'exportation de la démocratie au Moyen-Orient n'est plus à l'ordre du jour. Dans l'immédiat, l'enjeu est d'amener l'Arabie saoudite à participer à la rencontre de novembre.

### **Le projet israélo-américain pour la Palestine**

Après avoir annoncé ses milliards de dollars pour les pays arabes amis, Condoleezza Rice n'a pas oublié d'apporter un cadeau au Président Mahmoud Abbas et au gouvernement ad interim de Salam Fayyad. A l'issue d'entretiens à Ramallah, la secrétaire d'Etat américaine a signé un accord par lequel Washington s'engage à affecter 86 millions de dollars « pour permettre à l'ANP de réformer ses propres services de sécurité » [6] - en clair, à garantir la sécurité d'Israël et accroître les tensions internes palestiniennes.

Mais cet acquis, qui n'aidera pas à améliorer le fonctionnement de l'administration palestinienne, ce qui est pourtant l'objectif officiel de la « réunion internationale », a eu sa contrepartie : la prise en considération de « l'accord sur les principes » pour la création de l'Etat palestinien proposé par Ehud Olmert en réponse au plan de paix de la Ligue arabe. En effet, dès le 25 juillet, Ehud Olmert avait montré sa volonté de prendre le contre-pied de l'initiative de la Ligue arabe. D'un ton péremptoire, le Premier ministre israélien précise que « si les autres Etats, comme l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, veulent donner leur aide, ils sont les bienvenus. Mais nous ne resterons pas sans agir. Nous sommes les guides qui prennent l'initiative parce que nous croyons que le processus de paix sert les intérêts d'Israël. » [7]

En fait, nous sommes, sous une forme légèrement modifiée, face à l'idée israélo-américaine bien connue, d'un Etat palestinien, sans souveraineté réelle et aux frontières provisoires, qui devrait voir le jour dans les principaux districts administratifs de la Cisjordanie - déjà transformés par l'occupation en bantoustans en attendant que des négociations futures définissent le « statut permanent » de ces territoires. Ehud Olmert veut une approche graduelle : dans une première phase, celle de « l'accord sur les principes » (qui rappelle la « déclaration des principes » de 1993), devraient être abordées les questions les plus simples - exemple, les rapports économiques entre Israël et le futur Etat de Palestine [8] ou la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques. Les questions les plus complexes - Jérusalem, droit au retour des réfugiés palestiniens, frontières permanentes, utilisation des ressources naturelles (eau,...) - devraient attendre la phase finale de la négociation.



Une fois acquis l'accord sur les principes, ce modèle serait soumis par Mahmoud Abbas à l'évaluation des Palestiniens à travers des élections politiques. Ehud Olmert de son côté s'adresserait à la Knesset pour demander un vote favorable.

Ce projet d'Ehud Olmert reprend le mythe d'une restitution de 90% de la Cisjordanie, déjà évoqué en 2000 à Camp David par Ehud Barak. Selon des « indiscretions » de la presse israélienne, Ehud Olmert accepterait la constitution d'un Etat palestinien sur 90% de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui seraient reliées entre elles par un long tunnel pour assurer la continuité territoriale. Ces 90%, s'ils étaient déjà une illusion en 2000, le sont encore plus aujourd'hui. Depuis 2002, le Mur a annexé de fait à Israël environ 10% de la Cisjordanie et il faut ajouter à cela qu'Ehud Olmert ne renoncera ni au Grand Jérusalem (qui s'étendra sur 4 à 5% de la Cisjordanie) ni à l'absorption de la plus grande partie des colonies, ni au contrôle d'une partie de la vallée du Jourdain et des grandes artères routières réservées aux colons, ni à la supervision des passages aux frontières. In fine, les 90% de l'accord sur les principes deviennent les 50-60% de la Cisjordanie pour des raisons dites « de sécurité » : un territoire en lambeaux sur lequel le quartette entend hisser sous les applaudissements de la presse internationale réunie à cet effet le drapeau de l'Etat de Palestine.

Quant à la demande des Palestiniens de proclamer leur capitale à Jérusalem-Est, elle pourrait être « résolue » en attribuant à l'ANP quelques quartiers arabes périphériques et en laissant à Israël le contrôle des zones les plus importantes, comme la Vieille Ville et ses Lieux saints, y compris l'Esplanade des Mosquées [9].

Voilà comment, avec ce plan israélo-américain d'un Etat palestinien sans souveraineté, Israël cherche à gagner du temps. Pour sa part, Mahmoud Abbas a demandé que l'accord-cadre proposé se rapproche autant que possible d'un véritable plan de paix. « L'important est que nous débouchions sur un résultat et que nous sachions quel sera l'aboutissement final », a-t-il déclaré. « En ce qui concerne les phases d'application, nous pourrions en discuter plus tard. » [10] En clair, l'ANP ne veut pas rééditer Oslo avec une période intermédiaire avant de fixer le statut final des territoires occupés. Or Olmert veut exactement l'inverse.

Le vrai plan d'Ehud Olmert se révèle dans les actes et se limite à la libération de 250 Palestiniens (sur 11000, dont plusieurs ministres et de nombreux élus) et à la livraison d'armes aux forces loyales à Mahmoud Abbas. Son « plan de paix » se résume à renforcer militairement Mahmoud Abbas dans sa lutte contre la « terreur ». Mais à une condition : ne pas parler avec le Hamas

### **Une conférence de guerre**

Tout le monde sait, y compris Etats-Unis et Israël, que la formule territoriale proposée pour la Palestine par cette réunion, s'appuyant sur la division de la Palestine et sur l'isolement du Hamas, ne peut que mener au désastre et générer une autre guerre. Quand les Etats-Unis et Israël, ou le Quartette - qui a d'ailleurs été créée pour enlever tout rôle à l'ONU - prétendent enclencher un processus de paix sans chercher l'unité palestinienne, sans inclure le Hamas, ils fabriquent sciemment la recette, non seulement pour perpétuer le conflit, mais pour le transformer en guerre permanente doublée d'une guerre civile.

Le problème n'est pas, comme Israël et ses amis le prétendent dans les médias, de renforcer Mahmoud Abbas, il est d'accentuer son isolement politique pour le décrédibiliser davantage aux yeux de la société palestinienne. Israël n'envisage en aucune manière de négocier sérieusement et estime au contraire que les circonstances actuelles en Palestine créent une opportunité exceptionnelle qu'il faut savoir saisir pour tenter de liquider « définitivement » le mouvement national palestinien. Et cela commence par la liquidation, directe ou indirecte, du partenaire le plus « crédible ».

L'objectif réel de cette réunion se clarifie si on la re-situe dans la stratégie générale américaine.

### **La stratégie américaine et sa dimension nucléaire**

Les échecs successifs de l'administration Bush, dans sa tentative de construire le Grand Moyen-Orient, en Afghanistan, en Irak et indirectement au Sud-Liban, ainsi qu'aux Etats-Unis même avec le changement de majorité aux deux chambres, l'ont amenée à tenter de reconquérir sa crédibilité stratégique par d'autres formes de guerre. D'où un réexamen des priorités américaines sur le plan régional, mais aussi sur le plan global dans la mesure où le Moyen-Orient est considéré comme une zone de crise globale. L'émergence de la question iranienne a contraint les Etats-Unis à modifier leur tactique, sinon leur stratégie.

Pour la fonder, une nouvelle approche a été mise en place qui oppose un « Axe de modération » à un « Axe du Mal ». L'axe de modération est essentiellement composé d'Israël (sic), des pays à majorité sunnite et de l'ANP. L'axe du Mal est représenté par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. A partir de cette grille de lecture, s'est définie une nouvelle stratégie d'alliances à deux faces : diplomatique d'abord avec la constitution d'un "quartette arabe" (Arabie Saoudite, Egypte, EAU), qui doit s'opposer à l'Iran ; militaire ensuite avec une accélération de la course aux armements, à la fois contre l'Iran, mais aussi contre ceux qui seraient susceptibles de soutenir l'Iran, à savoir la Russie (installation d'un bouclier anti-missiles en Pologne et d'un système radar en République tchèque).

Une mention spéciale doit être faite à propos de l'accord de coopération nucléaire qui vient d'être signé, le 3 août, entre les Etats-Unis et l'Inde, pays non signataire du TNP. Cet accord, qui torpille de fait la prochaine conférence de révision du TNP de 2010, et qui s'accompagne pour l'Inde d'achat d'armes pour dix milliards de dollars pendant dix ans, va permettre un développement considérable de l'arsenal nucléaire indien. Il n'a qu'une seule et contraignante logique : une alliance nucléaire stratégique contre la Chine et l'Iran (avec l'inconnue du Pakistan). Cette alliance s'insère plus largement dans une architecture asiatique dominée par les Etats-Unis avec l'Inde, le Japon et Israël.

En liquidant ainsi le TNP, les Etats-Unis légitiment toujours davantage les armes nucléaires, y compris celles fabriquées par un pays non-adhérent au TNP et dessinent un nouveau contexte stratégique. On invente dans le

cas de l'Irak, on instrumentalise dans le cas de l'Iran, une menace nucléaire, pour justifier les projets de fourniture de technologie nucléaire à l'Inde, mais aussi à l'Arabie saoudite, à l'Egypte, ou de systèmes de défense anti-missiles et d'armes spatiales. On transforme ainsi un « Grand Moyen Orient » en Far-West nucléaire. Du même coup, la lutte contre la prolifération nucléaire change de nature : les Etats-Unis ne prévoient de la mener que si cette prolifération est le fait de leurs ennemis du moment pour lesquels ils préparent une contre-prolifération utilisant des armes conventionnelles et nucléaires. Dans la foulée, George W. Bush vient de demander, face à la « menace iranienne », des financements supplémentaires pour une nouvelle tête nucléaire... En un mot, si le pétrole est le mobile des guerres au Moyen-Orient, le nucléaire en est toujours plus le moteur.

Dans le cadre de cette stratégie de confrontation visant l'Iran, les Etats-Unis, tirant les leçons de l'Irak, veulent d'abord neutraliser les alliés de la république islamique que sont à leurs yeux la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. Ce qui détermine l'approche américaine de l'enjeu palestinien. Mais ce qui détermine aussi l'importance d'une négociation secrète entre Syrie et Israël pour tenter un compromis entre ces deux pays qui permettrait de casser l'alliance avec l'Iran et d'isoler le Hezbollah et le Hamas. [11]

Ainsi pour les Etats-Unis, la priorité n'est pas la Palestine mais l'Iran, et pour cela il faut rassurer leurs amis arabes en faisant semblant d'amorcer un processus de règlement du problème palestinien pour mieux souder le bloc anti-iranien.

#### **La mobilisation internationale contre cette politique**

De toute cette logique folle, même la majorité des Etats arabes poussés par leurs opinions publiques est de plus en plus consciente et se prononce de fait pour un dialogue avec le Hamas.

En Europe, la prise de conscience que cette réunion n'a aucune chance de faire progresser la paix mais plutôt qu'elle risque de mettre le feu aux poudres semble se préciser. Elle s'est affirmée au Parlement européen. Elle a connu aussi une nouvelle étape avec la prise de position des dix ministres des Affaires étrangères des dix pays méditerranéens de l'Union européenne (lettre à Tony Blair). Cette brèche s'est élargie avec la récente prise de position de Romano Prodi confirmant les propos de son ministre des Affaires étrangères, Massimo d'Alema, prônant un dialogue avec le Hamas.

Mais c'est surtout la prise de position, le 13 août, de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes du Royaume Uni qui constitue l'événement. En effet, ce document critique unanimement le boycott du Hamas comme contre-productif et exhorte Tony Blair à s'activer personnellement pour le dialogue entre le Hamas et le Fatah dans le but d'encourager un nouveau gouvernement d'union nationale.

Plus encore, le document critique la feuille de route imposée par les Etats-Unis et s'ajustant trop sur les exigences d'une seule partie, Israël... Venant du pays de Tony Blair, l'allié le plus étroit des Etats-Unis, c'est une révolution. [12]

Il faudra bien que la France officielle se prononce elle aussi contre cette réunion convoquée par George W. Bush et qu'elle défende clairement la nécessité d'une conférence globale sous l'égide de l'ONU, seule susceptible d'enclencher un vrai processus de paix fondé sur le droit international. Tel doit être l'objectif immédiat du mouvement de solidarité. Guerre ou droit, rarement cette vérité n'est apparue aussi dramatiquement évidente.

Bernard Ravenel

Sources [AFPS](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

### **3-4 Point de vue de Khaled Waleed Mahmoud : La sécurité sioniste face aux évolutions régionales et internationales.**

Les dirigeants sionistes ne cessent de se poser des questions sur les profits que leur Etat pourrait tirer de tous ces changements régionaux et internationaux. Plus d'un croient que des changements, tels l'effondrement de l'Union Soviétique, le déchirement du camp arabe, la suprématie unique des Etats-Unis sur le monde, ont été les causes d'une amélioration de la sécurité d'"Israël".

Ces changements ont également créé des conditions

stratégiques exemplaires profitables pour sa sécurité et ses intérêts vitaux.

L'anéantissement de la force militaire iraquienne, tant considérée comme une menace principale pour la sécurité de l'Entité, a renforcé cette nouvelle assurance sécuritaire. Cet anéantissement a rendu minimale la possibilité de l'utilisation de la force militaire par les Arabes, autant sur le long que sur le moyen terme. Il y a cependant ceux qui doutent que ces changements puissent modifier les données de la sécurité.

Les conséquences de la deuxième guerre du Golfe, au début des années quatre-vingt-dix, ont quelque chose à voir avec ces doutes. En effet, cette guerre a eu l'effet d'un tremblement de terre. Au Moyen-Orient, elle a laissé beaucoup de conséquences politiques et militaires. Elle a été suivie de différents événements et évolutions poussant les pays de la région dont l'Entité sioniste à revoir leurs politiques stratégiques et sécuritaires. On peut en voir quelques-uns :

1- Certains fondements de la vision sécuritaire israélienne se sont effondrés. La profondeur stratégique israélienne obtenue par l'occupation de territoires arabes avoisinants se révèle insuffisante, après l'arrivée des missiles irakiens dans les villes et les établissements israéliens, au début des années quatre-vingt-dix, et après l'échec de la zone sécuritaire isolée du Sud du Liban.

"Israël" ne peut plus pratiquer ses guerres sur le terrain de l'ennemi. Toute une panoplie d'obstacles existent, tant géographiques que stratégiques et logistiques. A titre d'exemple, elle n'a pas de frontières directes avec l'Iraq. En

outre, son armée a subi des pertes considérables, au Sud libanais, par les frappes du Hezbollah. Les pertes causées par la résistance libanaise a poussé "Israël" à se retirer, en l'an 2000, sans conditions, une affaire qui n'était jamais survenue depuis plus d'un demi siècle. L'analyste du journal hébreu Haaretz a qualifié ce retrait décidé par Ehud Barak, premier ministre israélien de l'époque, de « changement fondamental dans la vision israélienne de la sécurité quant à la défense des régions du nord de l'Etat ».

2- "Israël" se rend de plus en plus compte de l'importance de la suprématie technologique et militaire et de la nécessité de finir une bataille avec un minimum de pertes.

3- Sont bien présentes les menaces internes contre la sécurité israélienne venant des Palestiniens après la constitution de l'autorité en 1993, et après l'évolution de qualité de la résistance palestinienne qui vise désormais "Israël" dans sa profondeur stratégique.

4- Les accords de paix signés entre "Israël" et l'OLP, "Israël" et la Jordanie, "Israël" et l'Egypte, le plus grand pays arabe, ont conduit à réduire la possibilité que les pays arabes conduisent une guerre traditionnelle contre "Israël". La paix est devenu pour eux un choix stratégique.

Suite à tout cela, "Israël" a commencé à revoir et à reformuler sa vision de la sécurité afin qu'elle se concentre sur d'autres objectifs dont :

1- Etre à cheval sur sa supériorité militaire sur les pays arabes et musulmans.

2- Etre toujours prête à faire face à toute probabilité.

3- Garder l'initiative et continuer les guerres préventives.

4- Se procurer les différents moyens d'armement.

5- Se procurer les moyens technologiques les plus développés.

6- Préserver la sécurité intérieure d'"Israël".

7- Renforcer l'alliance militaire avec les pays amis, les Etats-Unis en tête. Les décideurs stratégiques israéliens sont toujours sur la brèche en ce qui concerne la « menace ». Pour eux, toute menace sérieuse vient d'une alliance de pays arabes. La menace pourrait être militaire. Elle pourrait également être économique, sociale et démographique.

De tout ce qui précède, on peut déduire que, au niveau de la sécurité israélienne, beaucoup de choses ont changé depuis le début des années quatre-vingt-dix du siècle passé. Ces changements étaient parvenus suite à des données nouvelles dans la région. Le climat stratégique n'est plus le même. Les décideurs israéliens sont désormais face à des données plus complexes, régionalement comme internationalement, en particulier au niveau du conflit arabo-israélien, en particulier encore depuis la deuxième guerre du Golfe. Ces décideurs revoient leurs politiques. Ils revoient aussi toutes ces nouvelles données pour les exploiter du mieux au profit du projet sioniste, pour consolider la déficience de l'équilibre (déjà non existante) des forces arabo-israéliennes et pour renforcer la position du négociateur israélien dans les pourparlers de « paix ».

Khaled Waleed Mahmoud

20 mars 2008

Article résumé et traduit par CPI

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

---

### 3-5 Point de vue de Eli Karmoun : Une trêve sera une victoire pour le Hamas.

Depuis les opérations militaires concentrées sur le Hamas et sur le Djihad Islamique, à Gaza, sont en augmentation les voix appelant à accepter la « trêve » proposée par Ismaël Haniyeh. La trêve proposée sera une accalmie provisoire, délimitée dans le temps, contre un arrêt total de ces opérations menées par l'armée israélienne dans la bande de Gaza et un arrêt du blocus économique.

Apparemment, les décideurs israéliens n'y ont rien compris.

Après la guerre de juin (1967) et jusqu'au mois de novembre (1987), les autorités sécuritaires (israéliennes) ont permis à la branche des « Frères Musulmans » dans les territoires de construire des infrastructures sociales et économiques. Ces infrastructures n'ont fait que déclencher la première Intifada et la construction de l'organisation du Hamas. Par cette affaire, on avait voulu affaiblir l'OLP, une organisation laïque qui pratiquait la résistance pour construire l'Etat palestinien. Cette politique (israélienne) est parue aussi imprévoyante que celle des Frères Musulmans s'est révélée perspicace.

Et en 1992, 415 partisans du Hamas et du Djihad ont été déportés vers le Sud libanais. On les a laissés retourner, après les accords d'Oslo, sans prendre en considération qu'ils avaient été transformés en une sorte de Hezbollah. Ils se sont entraînés à adopter des opérations de résistance comme stratégie pour saboter le processus de paix. Ainsi, et à partir de la deuxième Intifada, le Hamas est devenu l'épine dorsale de la résistance palestinienne, la vraie résistance contre l'existence d'Israël. Cependant, les gouvernements israéliens successifs se préféraient à affaiblir la présidence de l'autorité palestinienne et ses infrastructures, au lieu de frapper la direction du Hamas, à l'exception de la liquidation du cheikh Ahmed Yassine et de son adjoint Abdou Al-Aziz Ar-Rantissi, en octobre 2004.

Et après le départ d'Arafat, en novembre 2004, le gouvernement de Sharon a adopté un retrait unilatéral de Gaza. Il voulait continuer sa politique de pression contre le Hamas. Il était clair pour tout le monde que le Hamas a l'emprise sur Gaza, et de là-bas, il continue ses activités en Cisjordanie. Plus tard, Israël a permis au Hamas de participer aux élections et par conséquent de mettre la main sur la politique palestinienne et de bâtir une force



militaire indépendante, à l'instar du Hezbollah libanais, et enfin d'occuper Gaza. Tout cela sans aucune réplique sérieuse.

Alors accepter la trêve proposée signifiera une victoire stratégique pour le Hamas et pour ses alliés. La population palestinienne prendra le mouvement comme la première force nationale de résistance. Et en un rien de temps, il obtiendra une reconnaissance internationale. Et il enracinera sa mainmise politique et économique grâce aux donations alléchantes mondiales. Il développera également ses forces militaires par la contrebande d'armes à travers les frontières avec l'Égypte.

En un ou deux ans, sur nos frontières sud, un pays s'élèvera, un pays avec une forte alliance avec l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. Il y aura aussi une forte probabilité qu'il mette la main sur la Cisjordanie et laisse ses effets sur la Jordanie, l'Égypte et même le mouvement islamique à l'intérieur d'Israël. Quoi qu'il en soit, même si le Hamas respecte le cessez-le-feu pendant plusieurs mois, ce sont l'Iran et son allié le Jihad Islamique qui feront tout pour saboter les négociations avec les Palestiniens.

Le profit tactique provisoire, représenté par une relative accalmie de plusieurs mois, ou même d'un ou de deux ans, pourra-t-il être une bonne excuse pour l'échec stratégique qu'attend Israël ? N'aurons-nous pas la même situation que celle laissée au Sud du Liban

après le retrait unilatéral de mai 2000, et après les conséquences catastrophiques des mois de juin et juillet 2006 ? Ceux qui menacent de répliquer violemment, si le Hamas ne respecte la trêve, ne trouveront-ils pas les mêmes excuses pour cacher leur non action ?

Et à ce moment où le bombardement continue sur les colonies israéliennes, ainsi que les contrebandes dans la Bande, Israël devra continuer sa lutte contre l'enracinement du Hamas à Gaza, en frappant la direction du mouvement, ou en menant, si besoin est, une opération terrestre afin de mettre la main sur l'axe de Philadelphie et plusieurs parties du nord de Gaza, avant que cette arme ne se transforme effectivement en une arme stratégique.

Enfin, nous ne devons oublier qu'il y a encore dans le mouvement du Fatah des radicaux qui n'acceptent aucune solution avec Israël dont Farouq Al-Qaddoumi qui réside toujours à Damas. Il faut donc renforcer les modérés aussi bien au sein de l'autorité que parmi la population de la Cisjordanie. Il faut aussi affaiblir les capacités politiques et sociales du Hamas à Gaza. Cet affaiblissement pourrait déchirer le mouvement islamique. Il pourrait également renforcer la lutte commune entre les modérés du Fatah et les leaders pragmatiques du Hamas contre le courant radical maîtrisant aujourd'hui la bande de Gaza et celui de l'extérieur, en espérant que cette lutte donnera le résultat voulu.

Eli Karmoun

Article paru dans le journal hébreu Haaretz, traduit par le CPI (Centre Palestinien d'Information)

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

---

## 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Ginette Hess Skandrani : La Journée de la Terre en Palestine.

Constituée à Nazareth, en septembre 1975, au cours d'une grande réunion publique, la "Conférence nationale pour la Défense des Terres Arabes" dénonce le danger que constitue l'escalade de la politique de "judaïsation" de la Galilée (Territoires de 48) pour l'avenir de tous les citoyens arabes restés en Palestine lors de l'occupation ainsi que leurs descendants.

Cette conférence a appelé, en février 1976, toute la population arabe d'Israël à la grève générale contre la confiscation des terres. Cette initiative a connu une certaine ampleur et rappelé l'existence de ces Palestiniens oubliés dans un État sioniste.

Le 30 mars 1976, une grande manifestation organisée par les Palestiniens des Territoires de 48 a été violemment réprimée par l'armée israélienne : six morts et plusieurs dizaines de blessés (village de Sakhnine, Arrabeh, Dir-Hanna dans la vallée de Bet-Nettufa).

Cette date du 30 mars a profondément marqué la conscience de l'ensemble du peuple palestinien et s'est inscrite dans les dates charnières qui jalonnent la mobilisation de lutte contre la confiscation continue des terres et la libération de celles qui ont été spoliées en 1948 suite à la complaisance de ceux qui ont cédé la Palestine, terre arabe, à des ressortissants européens.

La partition de la Palestine

N'oublions pas que le 29 novembre 1947 l'Assemblée générale de la toute jeune ONU crée après la fin de la dernière guerre mondiale pour éviter que ne se reproduisent " d'autres tragédies ", s'est permise de voter la partition

de la Palestine par 33 votes voix pour, 13 contre et 10 abstentions.  
La résolution 181, une des plus honteuses et des plus crapuleuses de l'histoire de l'humanité, déclarait :

- un État juif sur 56,47 % de la terre de Palestine pour 498 000 juifs.
- un État arabe sur 43,53 % du territoire pour 807 000 Palestiniens et 10 000 juifs.
- un régime de tutelle internationale pour Jérusalem/Al Qods avec 105 000 Palestiniens et 100 000 juifs.

Le mandat britannique prenait fin le 14 mai 1948 et le lendemain était proclamé unilatéralement l'État d'Israël. En quelques jours les Palestiniens devenaient minorité au sein d'une entité étrangère, sans changer de lieu. La fin du mandat colonial britannique annonçait leur aliénation existentielle qui dure encore jusqu'à nos jours.

La Palestine a été jusqu'à ce jour l'unique pays que l'ONU a contribué à détruire pour permettre aux sionistes de fonder sur ses ruines un État nouveau. La confiscation de nouvelles terres. Il faut aussi rappeler que les régions où se trouvaient concentrées les populations palestiniennes de 1945 ne figuraient pas parmi les Territoires alloués à Israël lors du plan de partage des Nations Unies de 1945.

L'État hébreu les avait annexées à la faveur de la guerre de 48. De fait le ralliement du mouvement sioniste au plan de partage était purement tactique dans l'intention de coloniser toute la Palestine.

Ben Gourion déclarait ainsi le 12 mai 1948, au cours des débats de la Knesset sur la Déclaration d'indépendance (qui allait intervenir le 14 mai) : « Il n'était pas question de mentionner le partage de la Palestine en deux États, encore moins de préciser quelles étaient les frontières de l'État juif, parce que nous ne le savons pas. En cas de guerre avec les Arabes, nous les contrecarrerons, nous occuperons la Galilée occidentale et la voie des deux côtés de Jérusalem, et tout cela deviendra une partie de l'État. » [ Palestine 1947, Un partage avorté, de D. Vidal et A. Gresh, Complexe, 1987.]

Et pour cela il fallait expulser les Palestiniens, car l'expulsion a toujours été le maître mot du projet colonial sioniste.

Rappelons aussi que l'État d'Israël est toujours le seul État qui a pu adhérer à l'ONU sans déclarer ses frontières. Il ne les a toujours pas déclarées, vu qu'il convoite toujours toute la Palestine.

Les Palestiniens de 48

En 1948 et 1949, des centaines de milliers de Palestiniens étaient expulsés et 420 villages arabes rasés ou transformés en localités juives. Jusque-là, un million de Palestiniens vivaient dans ce qu'on appelle les Territoires de 48. Il ne devait en rester qu'environ 200.000 après les massacres et les expulsions massives.

Ils sont aujourd'hui un million et demi. Mieux organisés depuis 1976, ils ont continué la lutte contre le processus d'expropriation et de judaïsation de ce qui leur reste des terres palestiniennes. Cette lutte a été violemment réprimée et, ces dernières années, le processus d'accélération de la colonisation a atteint son point culminant : annexion de Jérusalem, construction et extension des colonies, afflux croissant de nouveaux immigrants. Expulsion, expropriation, judaïsation sont les trois axes du projet colonial sioniste. Les terres appartenant aux "réfugiés" étaient déclarées "vacantes", elles ont été confisquées puis colonisées. Israël a promulgué tout un arsenal de lois spécifiques aux Territoires de 48, non seulement pour légaliser les terres confisquées en 1948 et 1949 mais également pour permettre l'expropriation et la confiscation de nouvelles terres.

Ces lois, au nombre de six sont :

- Les Defense Emergency Regulations (1945),
- Ordonnances d'urgence sur la culture des terres en jachère (1948),
- Loi régissant la saisie des biens immobiliers en état d'urgence (1949),
- Loi sur les biens des propriétaires absents (1950),
- Loi sur l'acquisition des terres (1953), Loi de Prescription (1958)

La journée du 30 mars 1976 est le symbole de l'opposition à ce cycle expulsion confiscation-colonisation. Elle nous ramène aussi à une donnée souvent oubliée : l'unité de destin et d'identité du peuple palestinien, qu'il se trouve dans les Territoires de 48, dans ceux de 67 ou dans la diaspora

attendant le retour.

Elle nous ramène aussi à l'Intifada, cette résistance qui a été si durement réprimée. La célébration du Jour de la Terre est pour nous le témoignage de notre solidarité avec l'ensemble du peuple palestinien.

Aujourd'hui le nouveau gouvernement représenté par le Mouvement Hamas, vainqueur des dernières élections, et non reconnu par la communauté internationale qui veut toujours faire plaisir aux sionistes remet en question l'ancienne Autorité qui ne revendiquait plus que 22% (les Territoires de 67 et Jérusalem-Est) et avait abandonnée la légitime résistance à la colonisation.

Nous espérons que les Palestiniens finiront par se réconcilier entre eux et reprendront la résistance qui leur est commune, avant de négocier, ensemble avec le colonisateur.

Youm El Ard [Ginette Hess Skandrani](#)

---

## 4-2 Jean-Marie : Je sollicite déjà votre première avis critique.

Ce(tte ébauche de) site a pour modeste ambition de servir de référent le moins inobjectif possible auquel tout militant pro-palestinien pourra renvoyer un interlocuteur pour qu'il puisse se faire sa propre idée sur les trois textes fondateurs de ce que certains considèrent comme la légitimité et le droit d'exister de l'état juif nommé Israël

Avant de poursuivre non sans peine (pour des questions de compatibilité de logiciels en particulier) la réalisation de ce site, je sollicite déjà votre première avis critique.

### TOUTE CONTRIBUTION EST LA TRES BIENVENUE

Quand je suggère de réaliser quelque chose, je n'ai pas tellement l'habitude de ne pas commencer moi-même par essayer de le concrétiser, toutefois sans esprit de propriété; alors si on me pique l'idée, peu m'importe, l'important à mes yeux étant que ce site "basique" se fasse au plus tôt à l'approche des 11 et 14 Mai.

Je suis persuadé qu'il peut, hélas, apprendre des choses utiles à de vieux militants pro-palestiniens, et de toutes façons au moins à des nouvelles recrues de bonne volonté, mais "ignorantes" de l'Histoire d'Israël. Ne serait-ce pas en effet une "faute militante" que de n'avoir jamais lu la synthèse au moins de la très longue résolution 181, et l'intégralité de la déclaration d'indépendance, ainsi que de la résolution 273 (avec les Accords de Lausanne du lendemain) ?

Mais il devrait surtout permettre à des journalistes et à des personnalités politiques, souvent suroccupés d'acquiescer, ne serait-ce qu'en fait de mise en bouche, une culture minimale sur les trois textes fondateurs d'Israël. Afin que ces vecteurs d'opinion et/ou de décisions ne puissent plus dire "On ne savait pas" ... à quel point cet état fondamentalement raciste et mortifère n'avait aucun respect pour l'ONU (ce qui peut s'expliquer vu la faiblesse de cette organisation), mais même pas pour sa signature et de ses engagements publics.

Et ce même si nous sommes bien, placés pour savoir que nos "amis" sionistes sont très doués dans l'art de réfuter les plus incontestables arguments ou preuves historiques quand ça va à l'encontre de leurs théories et pratiques. Ce qui ne nous dispense pas pour autant d'être nous-mêmes au moins synthétiquement "armés" et de proposer des armes pour essayer au moins de les déstabiliser un peu.

<http://israeltextescles.site.voila.fr/>

Au plaisir de vous lire si vous le voulez bien

Jean-Marie

Palestinophile sexagénaire

---

## 4-3 Réconciliation mort-née entre Fatah et Hamas.

Où l'on voit le courage de Mammoud Abbas.

Hier, Israël lui a posé un ultimatum : choisir entre le Hamas ou les négociations de paix.

On ne voit pas très bien de quelles négociations de paix l'Occupant veut parler mais qu'importe. Le téléphone a dû sonner et le pauvre Abbas a cédé à cet inadmissible chantage. Cet homme est incapable du moindre courage. On voit là la différence avec Yasser Arafat que personne ne remplacera jamais.

Abbas est prostitué aux sionistes. Il obéit au doigt et à l'oeil, doit posé sur la couture du pantalon.

Avec un dirigeant de cet acabit, les Palestiniens ne sont pas près d'avoir un Etat. Tzipi Livni a d'ailleurs fait remarquer récemment que la Palestine n'était pas un Etat et qu'en tant que tel, comparé à Israël, il était donc

impossible que cet Etat qui n'existe pas demande quoi que ce soit. Voyez l'ambiguïté vicieuse sur laquelle joue l'Occupant. La Palestine n'est pas un Etat.

Et il faut surtout que cela reste tel quel pour l'Occupant sioniste.

Ainsi il peut tout se permettre puisque la Palestine ne fait pas partie de l'ONU. Il faut voir là le vice de cette entité sioniste, cet ogre malfaisant.

25 mars 2008

---

## 5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

### 5-1 Jonathan Cook : Un Etat, ou deux Etats ? Ni l'un ni l'autre : le problème, c'est le sionisme, andouille !

*Note de l'éditeur : Lundi dernier, nous avons publié l'argumentation de Michael Neumann à l'encontre de l'ainsi dite « solution à un seul Etat » pour Israël et la Palestine. Nous publions aujourd'hui la seconde de trois réponses à cette argumentation.(AC/JSC)*

Si le conflit israélo-palestinien est un des plus inextricables du monde, on peut dire la même chose du débat qui se déroule, en parallèle, sur la question de savoir si la résolution de ce conflit peut être obtenue au mieux grâce à un unique Etat englobant les deux peuples vivant dans cette région du monde, ou bien au moyen d'un partage du pays entre deux Etats séparés – un Etat pour les juifs et l'autre pour les Palestiniens.

Le philosophe Michael Neumann a consacré deux articles, en 2007, puis plus récemment, cette semaine, à la revue CounterPunch, discréditant l'idée de l'Etat unique, dont il dit qu'elle est inapplicable et donc non-digne d'être prise en considération. En réponse, Kathy Christison a bâti une robuste défense, exposant avec netteté les gauchissements et les déviations dans la logique neumannienne. Je n'ai pas l'intention de m'essayer à couvrir le même terrain.

Non, en lieu et place, je vais traiter de l'argument central de Neumann, à savoir l'argument selon lequel il serait au minimum possible d'imaginer un consensus émergeant entre deux Etats, alors que les Israéliens n'accepteraient jamais un Etat unique. Cet argument, qui est le cri de ralliement de la plupart des tenants de la TSS (Two States Solution – solution à deux Etats), dépeint le camp des partisans de l'OSS (One State Solution – solution à un seul Etat) comme des rêveurs invétérés et des bousilleurs de temps.

L'idée, écrit Neumann, « qu'Israël concéderait un Etat unique, est tout simplement risible... Il n'y a strictement aucune chance que les Israéliens acceptent jamais un Etat unique qui accorderait aux Palestiniens quelque chose qui s'approchât en quoi que ce soit de leurs droits ».

D'après Neumann, contrairement à la solution à un seul Etat, les moyens de réaliser la solution à deux Etats sont à portée de notre main : il suffirait de déplacer le demi-million de colons juifs vivant (illégalement) dans les territoires palestiniens occupés. Alors, écrit-il, « une solution à deux Etats donnera, effectivement, un Etat souverain aux Palestiniens, car c'est exactement ce que cela signifie, l'expression « solution à deux Etats ». Cela ne signifie pas un Etat d'un côté et un non-Etat de l'autre, et aucun des partisans palestiniens d'une solution à deux Etats n'accepterait jamais quelque chose d'inférieur à la souveraineté. »

Il y a quelque chose d'étonnamment naïf, dans l'argument de Neumann selon lequel, pour la simple raison que quelque chose est dénommé une « solution à deux Etats », cela aboutira nécessairement à la création de deux Etats souverains ?? Quels sont les requis minimaux pour qu'un Etat soit souverain, et qui en décide ?

Certes, les diverses solutions à deux Etats, proposées par Ariel Sharon, Ehud Olmert et George Bush et soutenues par l'immense majorité de la communauté internationale, échoueraient, d'après le critère de Neumann, parce qu'elles n'ont pas été fondées sur l'expulsion de tous les colons.

Mais une solution à deux Etats alternative, requérant le retrait d'Israël à l'intérieur de ses frontières antérieures à 1967, risquerait de ne pas concéder, non plus, une armée palestinienne – équipée et entraînée, pourquoi pas, par l'Iran ? – pour garder les frontières de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cela ne ferait-il pas problème ? Et comment Neumann peut-il penser sérieusement qu'Israël et les Etats-Unis garantiraient ce genre de souveraineté à un hypothétique Etat palestinien ??

De manière très judicieuse, Neumann nous rappelle de manière réitérée que ceux qui détiennent le pouvoir sont ceux qui dictent les solutions qui leur conviennent. Dans ce cas, nous pouvons être certains que, le moment opportun venu, Israël et son sponsor, les Etats-Unis, imposeront leur propre version de la solution à deux Etats, et que cette solution sera très éloignée de l'article authentique dont Neumann se fait le chantre...

Peu importe. Laissons de côté, pour l'instant, cette logique particulièrement tortueuse, et revenons au point principal : le fait que la création de deux Etats serait fondamentalement plus réalisable et pragmatique que la création d'un Etat unique (?).

Etrangement, toutefois, à en juger d'après tous les indices disponibles, ce n'est pas ainsi que la situation apparaît, aux yeux des dirigeants israéliens actuels. Le Premier ministre Ehud Olmert, par exemple, a exprimé dans plusieurs discours la crainte qu'au cas où la population palestinienne sous domination israélienne (tant dans les territoires occupés qu'en territoire israélien) atteindrait le point de dépasser la population juive – chose à laquelle s'attendent les démographes, dans les années à venir -, Israël soit comparé à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Selon ses propos, Israël est confronté à un imminent et puissant « combat pour un homme-une voix », dans les brisées du mouvement anti-apartheid.



Selon Olmert, à défaut d'une action de diversion, la logique politique conduit inexorablement à la création d'un Etat (unique) en Israël/Palestine. Tel était son sentiment lorsqu'il s'exprimait devant les délégués de la dernière conférence d'Herzliya :

« Jadis, nous redoutions la possibilité que la réalité, en Israël, nous impose un Etat (unique) binational. En 1948, la politique obstinée de tous les Arabes, le fanatisme anti-israélien, et aussi notre force et le leadership de David Ben Gourion nous ont sauvés de la perspective d'un Etat de cette nature. Depuis soixante ans, nous luttons avec un courage inouï afin d'éviter d'avoir à vivre dans une réalité faite de bi-nationalisme et afin de s'assurer qu'Israël existe bien en tant qu'Etat juif et démocratique, doté d'une solide majorité juive. Nous devons agir en ce sens et comprendre qu'une telle réalité binationale est en train d'être créée, et que cette situation, d'ici très peu de temps, risque d'échapper à notre contrôle ».

Olmert consacre donc toute son énergie à trouver un programme politique alternatif, qui soit susceptible d'être vendu au reste du monde. C'est la raison pour laquelle (comme Sharon, avant lui) il s'est mis à parler d'un Etat palestinien. Etrangement, toutefois, il n'a jamais saisi au vol l'offre de solution à deux Etats idéale – du genre de celle que Neumann appelle de ses vœux – qui avait été formulée en 2002. Cette année-là, le roi d'Arabie saoudite et l'ensemble du monde arabe promirent la paix à Israël, en échange de son retrait à l'intérieur de ses frontières antérieures à 1967. Les Arabes ont réitéré leur offre, l'année dernière. Israël l'a ignorée royalement. En réalité, c'est une autre version des deux Etats – la fausse solution à deux Etats – qui est devenue la position de repli de la politique israélienne. Elle requiert simplement qu'Israël et les Palestiniens donnent l'impression de se partager le territoire, alors qu'en réalité, l'occupation continue et la souveraineté juive sur l'ensemble de la Palestine est non seulement perpétuée, mais avalisée par la communauté internationale. Autrement dit : c'est la gazification de la Cisjordanie.

Quand Olmert avertit qu'à défaut des deux Etats, « Israël est cuit », il pense principalement à la manière d'empêcher l'émergence d'un Etat unique. Ainsi, si on doit en croire Neumann, Olmert est un rêveur ; en effet, il redoute qu'une solution à un seul Etat soit non seulement réalisable, mais dangereusement proche. Sharon, apparemment, souffrait du même défaut de vision, puisque la démographie avait été son principal motif pour se désengager de Gaza. Ou bien, alors, l'un comme l'autre ont mieux compris que Neumann ce que l'on entend par 'Etat juif', et quelles sont les conditions politiques qui sont incompatibles avec lui. En réalité, le partage du territoire prôné par Neumann, aussi équitable fût-il, correspondrait au moment précis où la lutte d'Israël pour demeurer un Etat juif entrerait dans sa phase la plus difficile, la plus décisive. C'est précisément la raison pour laquelle Israël non seulement s'est opposé à tout partage significatif du territoire, jusqu'ici, mais continuera à le faire.

Si, par impossible, Israël procédait au partage du territoire, un Etat juif ne serait pas à même de continuer à vivre très longtemps en raison des conséquences d'un tel partage. En fin de compte, le maintien d'un Etat ethnique israélien s'avérerait (s'avèrera) impossible : tant du point de vue de l'environnement que de la démographie, même, physiquement. Le partage du territoire ne ferait qu'accélérer l'auto-destructivité inhérente à un Etat juif. Examinons brièvement quelques-unes des conséquences d'une solution à deux Etats, pour un Etat juif ? Tout d'abord, Israël, à l'intérieur de ses frontières reconnues et rétrécies, serait confronté à un manque d'eau immédiat et extrêmement grave. La raison en est qu'en restituant la Cisjordanie aux Palestiniens, Israël perdrait son contrôle sur les grandes nappes phréatiques situées sous les collines de Cisjordanie, qui lui fournissent, aujourd'hui, le plus gros de ses ressources en eau (non seulement à Israël stricto sensu, mais aussi aux colons juifs vivant illégalement dans les territoires occupés). Israël ne pourrait plus continuer à voler son eau ; on attendrait de lui qu'il négocie ses achats d'eau sur les marchés libres internationaux. Etant donné les politiques de l'eau, au Moyen-Orient, cela ne serait pas de la petite bière. Aussi appauvri fût-il, le nouvel Etat palestinien perdrait toute légitimité aux yeux de sa propre population s'il devait vendre aux Israéliens plus qu'un simple filet d'eau.

Nous pouvons comprendre cela, en examinant la situation hydrique actuelle : Israël pompe quasiment toute l'eau fournie par les rivières et les nappes phréatiques, en Israël et dans les territoires occupés, à l'usage de sa propre population, laissant aux Palestiniens bien moins que la quantité minimale dont ils ont besoin quotidiennement, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé.

Ce mois, dans une mise en garde très abrupte, l'Autorité israélienne de l'Eau a indiqué que le sur-forage a entraîné la pollution de la plus grande partie de la nappe phréatique côtière par des infiltrations d'eau de mer, alors que cette nappe phréatique est la principale ressource en eau potable à l'intérieur des frontières israéliennes internationalement reconnues.

Si les Palestiniens se voyaient concéder une ration d'eau décente, à partir de leurs propres nappes phréatiques collinaires, et si on leur permettait d'édifier une économie moderne, il n'y aurait plus assez de rabiote d'eau pour étancher la soif de ce pays du monde développé qu'est Israël. Et encore, nous n'avons pas encore envisagé, à ce stade, la sollicitation des ressources hydriques par tous les Palestiniens qui décideraient de faire valoir leur droit au retour, non pas chez eux, en Israël, mais dans le nouvel Etat palestinien souverain. De plus, pour des raisons que nous développerons plus avant, l'Etat juif souverain aurait toutes les raisons de poursuivre sa politique de judaïsation, s'efforçant d'attirer le plus possible de juifs du reste du monde, surexploitant d'autant les ressources hydriques de la région.

La non-viabilité environnementale de l'un et l'autre Etats, cherchant à absorber d'importantes populations, aboutirait inéluctablement à une crise de l'eau régionale. De plus, si des juifs israéliens, ne supportant plus les

pénuries d'eau, devaient s'avérer très nombreux à commencer à émigrer ou à repartir, Israël y verrait une raison supplémentaire de s'arroger l'eau, par des moyens légaux ou par la coercition militaire.

On peut s'attendre à ce qu'en très peu de temps, Israël, doté de la quatrième armée du monde par ordre de puissance, chercherait à inventer des raisons de déclencher une guerre contre ses voisins beaucoup plus faibles, en particulier contre les Palestiniens, mais vraisemblablement aussi contre le Liban, dans une tentative de s'emparer de l'eau de ce pays.

Les pénuries d'eau seraient, bien évidemment, problématiques pour un Etat unique, aussi. Mais, au moins, dans un Etat unique, il y aurait des mécanismes, en place, permettant de réduire ce type de tension, de gérer la croissance démographique et le développement économique et de partager équitablement les ressources en eau. Par ailleurs, l'occupation dévoreuse de main-d'œuvre israélienne ayant pris fin, la plupart des membres de l'énorme armée de citoyens qui est celle d'Israël seraient excédentaires, par rapport aux besoins de la défense. S'ajoutant à des dysfonctionnements sociaux et économiques massifs, le démantèlement du complexe militaire israélien modifierait fondamentalement le rôle d'Israël dans la région, porterait atteinte à ses relations avec l'unique superpuissance mondiale et couperait ses liens financiers avec les juifs de la diaspora.

Israël ne disposerait plus des territoires occupés, comme laboratoire pour tester son matériel militaire, ses stratégies de bataille et ses industries de la surveillance et du contrôle des foules, en plein boom actuellement. Si Israël décidait de combattre les Palestiniens, il devrait le faire au moyen d'une véritable guerre, fusse une guerre asymétrique, entre des adversaires incommensurablement inégaux.

Sans aucun doute, les Palestiniens, à l'instar du Hezbollah, trouveraient rapidement des sponsors régionaux pour armer et former leur armée et/ou leurs milices.

L'expérience et la réputation acquises par Israël – tout au moins au sein de l'armée américaine – dans le maintien de son occupation et l'invention de moyens nouveaux et supposément sophistiqués de contrôler la « mentalité arabe » seraient rapidement perdues, ainsi, du même coup, que l'utilité d'Israël, aux yeux des Etats-Unis, dans leur gestion de leur propre occupation à long-terme de l'Irak.

Par ailleurs, l'alliance stratégique vitale d'Israël avec les Etats-Unis, visant à diviser le monde arabe autour de la question de l'occupation et au moyen de la signature de traités de paix séparés avec certains pays arabes, tout en entretenant un état de guerre permanente avec d'autres, cette alliance stratégique commencerait à se détricoter.

Avec l'affaiblissement de la relation spéciale d'Israël avec Washington, et celui de l'influence de ses groupes de lobbying, accompagné de la perte de milliards de dollars de financements annuels, la diaspora juive commencerait s'intéresser de moins en moins à Israël. Son fric et son pouvoir s'effritant, Israël finirait par glisser dans l'anonymat moyen-oriental, et devenir une sorte de Jordanie-bis. Dans ces circonstances, il assisterait très vite à un exode massif des juifs ashkénazes privilégiés, dont la plupart ont une (ou plusieurs) autre(s) nationalité(s).

Enfin, troisièmement, l'Etat juif (maintenu) ne serait pas aussi juif que d'aucuns pourraient le penser : actuellement, un Israélien sur cinq n'est pas juif, mais Palestinien. Même si, pour réaliser la vision neumannienne des deux Etats, tous les colons juifs devraient probablement quitter les territoires occupés et retourner en Israël, quel sort attendrait tous ces Palestiniens de nationalité israélienne ?

Ces Palestiniens sont des citoyens d'Israël depuis soixante ans, ils vivent légalement sur une terre qui appartenait à leurs familles depuis des générations et des générations. Ils s'accroissent, par ailleurs, démographiquement, plus rapidement que la population juive, c'est d'ailleurs pour cette 'raison' qu'on les désigne populairement, en Israël, sous l'intitulé de « bombe à retardement démographique ».

Si ces quelque 1,3 million de citoyens devaient être chassés d'Israël par la force, en vertu du règlement à deux Etats cher à Neumann, cela représenterait une violation du droit international par un pays démocratique à une échelle sans aucun précédent à l'ère moderne, ainsi qu'une épuration ethnique encore plus importante que celle qui accompagna la guerre originelle d'Israël, en 1948.

La question posée est donc la suivante : pourquoi continuer à se fatiguer à prôner deux Etats, si cela doit être obtenu par les moyens horribles que nous venons de décrire ?

Supposons, au contraire, que le nouvel Etat soit supposé maintenir, comme Israël le fait aujourd'hui, la prétention d'être un pays démocratique : ses citoyens seraient autorisés à continuer à vivre sur leur terre et à faire valoir leurs droits. Au sein d'un Etat juif qui aurait officiellement mis un terme à son conflit avec les Palestiniens, des revendications deviendraient croissantes, chez les citoyens palestiniens, en vue de droits égaux et de la mise d'un terme à leur statut de citoyens de seconde catégorie.

Plus important, encore : ils insisteraient sur deux droits remettant en cause le fondement même d'un Etat juif. Ils espèreraient bénéficier du droit, soutenu par le droit international, de pouvoir épouser un conjoint palestinien vivant à l'extérieur d'Israël et de le ramener en Israël pour qu'il y vive à leurs côtés. Ils exigeraient sans doute un droit au retour pour leurs parents vivant dans l'exil, sur une base similaire à celle de la loi israélienne dite « du retour » des juifs.

La judéité d'Israël serait en jeu, bien plus qu'elle n'est aujourd'hui menacée par sa minorité palestinienne. On peut supposer que les dirigeants israéliens réagiraient avec une grande férocité afin de la protéger. Finalement, les prétentions d'Israël à la démocratie devraient être remises en cause et l'épuration ethnique à grande échelle des citoyens palestiniens serait mise en œuvre.

Pourtant, ces arguments contre la nature « réalisable » de l'accord authentique entre deux Etats tels que les prônent Neumann emportent-ils le morceau, en faveur de la solution à un seul Etat ? Les dirigeants israéliens ne

déclencheraient-ils pas un combat tout aussi vicieux afin de préserver leurs privilèges ethniques, comme ils le font aujourd'hui, en empêchant l'émergence d'un Etat unique ?

Bien sûr, qu'ils le feraient ! Ils le feront. Mais cela ne marque pas un point contre moi. Aussi longtemps qu'Israël restera un pays ethnique, il sera contraint d'approfondir l'occupation et ses politiques d'épuration ethnique, afin d'éviter l'émergence d'une véritable influence politique palestinienne – pour les raisons que j'ai citées plus haut et pour nombre d'autres raisons, aussi... En vérité, tant une solution à un seul Etat qu'une solution authentiquement à deux Etats sont impossibles, en raison de la détermination d'Israël de rester un Etat juif. Ce qui fait obstacle à une solution, par conséquent, ce n'est pas le partage de la terre, mais le sionisme lui-même, cette idéologie de suprémacisme ethnique qui représente l'orthodoxie, aujourd'hui, en Israël.

Tant qu'Israël restera un Etat sioniste, ses dirigeants ne permettront pas qu'il y ait un Etat unique, ou deux Etats dignes de ce nom.

Autrement dit, si nous cessons de nous distraire nous-mêmes avec le Saint Graal de la 'solution à deux Etats', nous pourrions canaliser nos énergie vers quelque chose de bien plus utile : discréditer Israël en tant qu'Etat juif, ainsi que l'idéologie sioniste qui le « justifie ». Finalement, la façade respectable du sionisme risque fort de tomber en petits morceaux.

Sans le sionisme, l'obstacle empêchant de créer soit un, soit deux Etat(s) serait – enfin ! – éliminé. Et si tel est le cas, pourquoi alors ne pas faire campagne pour la solution susceptible d'apporter, dans les meilleures conditions, la justice, tant aux Israéliens qu'aux Palestiniens ?

Jonathan Cook \*

[\* Jonathan Cook, écrivain et journaliste, vit à Nazareth (Israël). Son nouveau livre, « Israel and the Clash of Civilisations : Irak, Iran and the Plan to Remake the Middle East » est publié par Pluto Press.

Son site ouèbe : <http://www.jkcook.net>].

on CounterPunch, 12 mars 2008

<http://www.counterpunch.org/cook03122008.html>

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

---

## 5-2 IRIN : Israël: Les sanctions israéliennes ont-elles échoué ?

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Le bouclage israélien de la bande de Gaza perturbe le secteur des affaires, les agriculteurs et ceux qui pourraient bénéficier des projets de développement, mais il permet au Hamas de renforcer son autorité à Gaza, selon un nouveau rapport, publié par l'International Crisis Group (ICG).

Plus des trois quarts de la population reçoivent une aide humanitaire, ce qui les rend plus dépendants que jamais de la communauté internationale.

Le rapport, intitulé Ruling Palestine I: Gaza Under Hamas (Gouverner la Palestine I : Gaza sous le contrôle du Hamas), cite un analyste politique qui décrit Gaza comme un « projet d'aide sociale internationale » (« internationally-supplied welfare project », en anglais).

« Les bailleurs de fonds internationaux et l'agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) ont investi des sommes d'argent colossales, substituant l'aide humanitaire à l'aide au développement, et rendant de ce fait la plupart des Gazaouis dépendants de la communauté internationale », selon l'ICG.

Depuis la prise de contrôle de l'enclave palestinienne par le Hamas, en juin 2007, il est difficile d'importer certains produits, notamment les tuyaux de canalisation ou le ciment, ce qui entrave la réalisation de projets tels que la pose de canaux d'évacuation des eaux usées et la construction d'écoles, ont expliqué à IRIN des représentants des Nations Unies et des travailleurs humanitaires.

« Les Gazaouis vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et sont coupés physiquement et économiquement du monde extérieur – une dégradation humanitaire qui ne peut guère durer », peut-on lire dans le rapport, qui cite notamment la hausse du prix des denrées alimentaires.

Les usines ne peuvent plus importer de matières premières ni exporter leurs produits, les employés sont licenciés et les agriculteurs sont obligés de vendre localement leurs produits à très bas prix, au risque de se retrouver avec des produits pourris ; les points de passage restent en effet fermés à toute exportation.

Toujours selon l'ICG, à l'intérieur de l'enclave palestinienne, les « zones tampons » israéliennes, proches de l'Etat hébreu, occupent 35 pour cent des terres cultivables de Gaza. Les zones cultivées et les puits ont été détruits pendant les incursions de l'armée israélienne.

### **Le Hamas pas affaibli**

Le Hamas, en revanche, n'a pas été affaibli par ces sanctions.

Sa branche militaire s'est de plus en plus renforcée et a récemment commencé à tirer des roquettes de type Grad sur le port israélien d'Ashkelon. Actuellement, le Hamas exerce en outre un contrôle strict sur le système des impôts, sur l'appareil judiciaire et sur la police.

« Au contraire, les sanctions contre le Hamas ont renforcé son emprise sur Gaza et ont affaibli la population », a expliqué à IRIN Nicolas Pelham, principal analyste de l'ICG en poste à Jérusalem, ajoutant que le secteur privé, l'un des groupes les plus favorables à l'ouverture de négociations politiques avec Israël, était actuellement sur les genoux.

Concernant les droits humains, le fonctionnement de l'appareil judiciaire, la liberté de la presse ainsi que d'autres

problèmes, il y a également des raisons de penser que l'isolement international du Hamas a des effets contraires.

### **Recommandations de l'ICG**

Pour éviter une escalade de la violence et l'effondrement du processus de paix, il convient d'instaurer un dialogue constructif entre le Fatah et le Hamas – donc entre le gouvernement de la Cisjordanie et le gouvernement de Gaza – et entre Israël et le Hamas, pouvait-on lire dans les conclusions du rapport. Il faut avant tout un accord sur la réouverture des frontières.

L'ICG invite les Nations Unies, les pays occidentaux et les pays arabes à « adopter sans ambiguïté une stratégie visant à influencer la politique du Hamas plutôt qu'à la combattre », et appelle Israël et le Hamas à convenir d'un cessez-le-feu immédiat de 15 jours, pour permettre aux différentes parties d'engager des négociations en vue de parvenir à une fin plus durable des hostilités.

Selon la presse, cet appel intervient à un moment où les organisations humanitaires internationales, et même quelques voix en Israël, soutiennent l'ouverture de négociations avec le Hamas, et où certains signes portent à croire que les Etats-Unis appuient les efforts de l'Egypte pour l'ouverture de pourparlers entre le mouvement islamique et Israël.

24 mars 2008 (IRIN)

### **Copyright © IRIN 2008**

Les informations contenues dans ce site web vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences.

Si vous réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ce bulletin, merci de tenir compte de cette réserve. Toute citation ou extrait devrait inclure une référence aux sources originales. Toute utilisation par des sites web commerciaux nécessite l'autorisation écrite d'IRIN. UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs 2008

Source : IRIN

<http://www.irinnews.org/fr/...>